



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE
THIES
(CHRT)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2012**

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier Régional de Thiès (CHRT) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier Régional de Thiès (CHRT) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) la Commission des Marchés du CHRT est présidée par le Chef des Services Administratif et Financier ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant.
- b) nous avons noté lors de l'examen des DRP que le Contrôleur de Gestion a siégé en qualité de membre de la Commission des Marchés ; aux termes de l'article 4 de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés, les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'autorité contractante. Au regard de cette disposition, le Contrôleur de Gestion ne peut avoir la qualité de membre de la Commission des Marchés.
- c) pour les achats de médicaments auprès de la Pharmacie Régionale d'Approvisionnement (123 126 670 F CFA), le CHRT n'a pas requis l'avis de la DCMP pour procéder à ces acquisitions par entente directe. Il s'agit d'une formalité à laquelle le CHRT doit se soumettre pour se conformer à l'article 76.1.a) du CMP.
- d) l'exploitation de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de noter plusieurs achats hors procédures concurrentielles dûment documentées qui, dans notre sondage, sont estimés à 191 934 142 F CFA. Il s'agit d'ententes directes non autorisées conclues en violation de l'article 76 du CMP qui ont été effectuées auprès de :
 - **CERTEC** (30 117 554 F CFA) ; un achat d'un tube scanner a été effectué par entente directe non autorisée pour un montant de 27 500 000 F CFA auprès de CERTEC au motif que ce dernier est le représentant de SIEMENS au Sénégal. Une demande aurait dû être adressée à la DCMP avec à l'appui le contrat d'exclusivité pour se conformer aux dispositions de l'article 76.a) du CMP. D'autres pièces de rechange pour le scanner ont également été achetées auprès de CERTEC par Entente Directe non autorisée pour un montant de 2 617 554 F CFA,

- **SWISSPHARM** (13 492 610 F CFA), les tests et vérifications effectués sur 3 opérations d'un montant total de 5 880 100 F CFA ont permis de noter que certains bordereaux de livraison ne sont pas signés, les procès verbaux de réception ne sont pas toujours datés, les références des paiements ne sont pas apposées sur les factures pour se prémunir contre le risque du double paiement,,
- **TECHNOLOGIE SERVICES** pour des achats de réactifs estimés à 29 658 172 F CFA,
- **DRP** (15 120 530 F CFA),
- **PARAMED** (9 951 300 F CFA),
- **SEYNABOU DIAGNE** pour des achats de produits pharmaceutiques estimés à 26 876 500 F CFA,
- **AVALON PHARMA** (9 570 500 F CFA) ...,
- **SULTAN TOURE** pour les travaux d'entretien des espaces verts (2 950 000 F CFA), de curage des fosses sceptiques (1 180 000 F CFA) auxquels s'ajoutent d'autres commandes directes estimées à 7 325 150 F CFA,
- **RASSOUL PRINT** pour des commandes hors marché de **DRP** estimées à 3 425 600 F CFA,
- **ENTREPRISE GALLAS NEGOCE SERVICES (EGNS)** pour des achats de produits pharmaceutiques et petits matériels médicaux estimés à 24 861 236 F CFA,
- **ACTIF MEDICAL** pour des commandes de produits pharmaceutiques estimées à 2 649 000 F CFA. Le bon de commande figurant dans la liasse comptable n'est pas numéroté et nous avons noté que la demande d'achat datée du 13 février 2012 est postérieure à la facture du fournisseur datée du 27 janvier 2012. Le fournisseur a également établi une autre facture non datée pour les mêmes prestations. Il s'y ajoute que le procès verbal de réception établi par la Commission de Réception de l'hôpital n'est pas non plus daté. Les signes d'une procédure de régularisation d'une commande déjà exécutée sont ainsi réunis. Sous ce rapport, nous notons une tendance générale à ne pas apposer de date sur les bons de commande, les procès verbaux de réception et à ne pas viser certains bordereaux de livraison. Cette pratique pourrait constituer un moyen de mise en œuvre d'un processus de régularisation d'opérations effectuées « en urgence » et auxquelles il faudra donner les atours de la régularité par une mise en cohérence des dates d'établissement des documents de commande, de réception et de paiement,
- **UNIVERS PROMOTION PHARMACEUTIQUE** pour des commandes de produits pharmaceutiques estimées à 1 605 000 F CFA. Cette estimation correspond à deux bons de commandes dont l'un de 835 000 F CFA n'est pas daté pas plus que le procès verbal de réception. Pour le

second bon de commande de 770 000 F CFA, la facture et le bordereau de livraison datées du 13 février 2012 sont antérieurs au bon de commande établi le 3 mai 2012 illustrant ainsi une procédure de régularisation d'une opération déjà exécutée,

- l'examen du compte des fournisseurs divers a permis d'identifier un achat de matelas auprès de **DABAKH PRESTATIONS** pour un montant de 1 180 000 F CFA hors procédure concurrentielle. Il s'y ajoute que la facture et le bordereau de livraison du 15 mai 2012 sont également antérieurs au bon de commande daté du 18 mai 2012. Pour cette prestation, le procès verbal de réception n'est pas daté non plus,
- **GIE KEUR GAWANE** pour un achat de poubelles pour un montant de 4 012 000 F CFA ; la facture et le bordereau de livraison du fournisseur ne sont pas datés,
- **GIE MOM SA REW** pour un achat de gants pour un montant de 1 950 000 F CFA,
- **MBC** pour l'achat d'encre pour imprimantes à 2 027 240 F CFA,
- **DIAHANOR** pour un achat d'instruments chirurgicaux, ostéosynthèse et implants pour 2 716 790 F CFA HPC,
- **LEHARIENS** pour la rectification des Blouses et la Sérigraphie pour 1 264 960 F CFA.

e) le CHRT a exécuté plusieurs marchés à commandes notamment pour des prestations de gardiennage. Il convient de préciser que le lancement d'une procédure de passation d'un marché fractionné (marché à commandes, marché de clientèle, marché à tranches conditionnelles) quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.

f) l'examen des offres relatives à la DRP portant sélection d'un prestataire pour l'exécution des travaux de réhabilitation des cabines de la maternité attribuée à EGNS pour 16 527 836 F CFA, a permis d'identifier des signes de collusion entre les offres des fournisseurs consultés dans le cadre de cette procédure (EGNS, EIAS, Entreprise Sokhna Bally Mbacké, GIE M2D Construction, GIE Boloo Ligeey).

g) le CHRT a attribué les lots N° 1 et N° 2 de la DRP portant achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et d'imprimés respectivement à Macha Allah Business Center pour 10 496 690 F CFA et à Rassoul Print pour 7 275 000 F CFA. Le cumul de ces deux marchés qui se chiffre à 17 771 690 F CFA dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres qui doit s'apprécier globalement et non lot par lot. L'examen des offres des soumissionnaires au lot N° 1 relatif aux fournitures de bureau et consommables informatiques a permis de noter des signes de collusion entre les cinq fournisseurs consultés (Macha Allah Business Center MBC, Penda Fall Services, GIE CERB Multiservices, Afric Impact, Port Orbit General Trading POT).

Pour le lot N° 2, un seul candidat a déposé une offre qui a omis les prix de 9 articles sur 31 demandés. Pour un marché à prix global et forfaitaire, l'offre aurait dû être considérée non exhaustive, non conforme pour l'essentiel et n'aurait pas dû être admise pour examen détaillé.

h) les marchés relatifs à la DRP portant acquisition de denrées alimentaires en six lots ont été conclus pour des montants cumulés sur les cinq lots estimés à 16 594 750 F CFA dépassant le seuil de passation des marchés par appel d'offres en violation de l'article 53 du CMP. Comme indiqué ci-avant, le seuil de passation des marchés s'apprécie par rapport à la valeur cumulée des lots qui détermine le mode de passation approprié et non au regard du montant de chaque lot pris individuellement.

i) l'examen de quelques procès verbaux d'évaluation et d'attribution a permis de noter une insuffisante formalisation des procédures de vérification de l'exhaustivité, de la recevabilité et de la conformité des offres. Seuls les montants globaux des offres des candidats sont consignés dans les procès verbaux sans aucune indication sur le détail des articles et des prix offerts (achat de produits d'entretien, achat de gaz butane), ce faisant, le vérificateur ne dispose d'aucun élément lui permettant de s'assurer de la comparabilité des offres.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

Nous avons noté de nombreuses déficiences dans le système d'archivage des documents de marchés. Les dossiers de marchés sont incomplets, ne comportent pour la plupart ni lettre d'invitation à soumissionner, ni documents relatifs au suivi de l'exécution physique et financière. De nombreuses confusions sont faites entre les dates de notification de l'attribution et les dates de notification des marchés. Dans certains cas, la date de signature mentionnée dans le contrat est postérieure à la date de notification du marché (marché du gaz butane). Ces incohérences traduisent une insuffisante appropriation des concepts. Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas la dénomination sociale des autres candidats consultés dans le cadre de cette procédure ; la mention de la liste des destinataires de l'invitation à soumissionner est une exigence de la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	9
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	10
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	11
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	24
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	26
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	28
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	35
2.1 Présentation du CHRT	36
2.2 Contexte de l'intervention	37
2.3 Objectifs de la mission	38
2.3.1 Objectifs généraux	38
2.3.2 Objectifs spécifiques	38
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	39
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	41
3 Approche méthodologique	43
3.1 Revue approfondie des textes de référence	44
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	46
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	47
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	48
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	49
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	50
4 Résultats des travaux	51
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	52
4.1.1 Commission des marchés	52
4.1.2 Cellule de passation des marchés	53
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	53
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	54
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	54
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	54
4.1.5 Rappel des seuils applicables au CHRT	54
4.2 Examen des marchés	55
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	55
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	56

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CHRT	Centre Hospitalier Régional de Thiès
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

OBSERVATIONS GENERALES SUR LA PASSATION DES MARCHES

La Commission des Marchés est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier. Il s'agit d'une non conformité au regard des dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés Publics qui stipule que les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés. Le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ».

Il s'y ajoute que le Contrôleur de Gestion Madame Dieynaba Diallo a siégé comme membre de la commission des marchés à l'ouverture et à l'attribution des marchés conclus par DRP alors que cela est contraire aux textes réglementaires, de plus, elle ne figure pas dans la liste des membres de la commission sur l'acte de nomination des membres de la CM qui nous a été transmis.

Un procès verbal unique dénommé « procès verbal d'évaluation et d'attribution » a servi aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des marchés.

Une confusion est notée au niveau des dates de notification qui sont bien distinctes. La date de notification d'attribution est inscrite sur les contrats en lieu et place de la date de notification du marché. La date de notification d'attribution est le point de départ pour la formulation de recours alors que la notification du marché constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché.

Nous avons noté quelques incohérences dans les dates des différents documents de passation. En effet, les lettres de notification d'attribution des marchés ont été établies à des dates postérieures aux dates de souscription et d'approbation des contrats (dates inscrites sur la page de garde du contrat). Il s'y ajoute que les dates de notification qui sont inscrites sur les contrats correspondent aux dates de notification

d'attribution et non aux dates de notification des marchés.

A l'exception de la DRP relative au gardiennage, les lettres de consultation pour les autres marchés n'ont pas été jointes au dossier. Nous notons également qu'hormis ce marché, les pièces administratives requises dans les articles 43 et 44 du CMP n'ont pas été demandées par l'hôpital.

Les documents liés à l'exécution et au règlement des marchés n'ont pas été joints au dossier.

DRP N° 1 ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN ATTRIBUE A MBC POUR 12 724 648 F CFA TTC

La commission des marchés s'est limitée à consigner le montant global des offres dans le procès verbal unique et n'a pas formellement procédé à la comparaison des offres dans son procès verbal d'évaluation pour apprécier la consistance et l'exhaustivité des offres au regard de la liste des articles figurant dans la DRP. Pour ce faire, un tableau récapitulatif des offres doit être dressé pour matérialiser la mise en œuvre d'un véritable processus de contrôle de l'exhaustivité, de la conformité et de comparaison des offres aux fins d'évaluation. Nous constatons, qu'à l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires à ce marché ont curieusement coté leur offre au-delà du seuil de passation des DRP s'auto-éliminant au profit de MBC.

Les dates et décharges des copies des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus qui nous ont été transmises ne sont pas lisibles.

L'examen des offres nous a permis d'identifier des similitudes sur la présentation des factures pro forma et la même faute qui est commise sur ces factures sur le mot « serpières » et la faute sur le mot « contonnier » qui est reproduit sur les factures de deux d'entre eux (Khelcom Import/export et GIE Dedde Fulbe). Toutes ces anomalies laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs.

DRP N° 2 SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE GARDIENNAGE DE L'HÔPITAL ATTRIBUE A COMPAGNIE SENEGALAISE DE SECURITE ET D'ASSISTANCE (CSSA) POUR 13 806 000 F CFA TTC

Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas la dénomination sociale des autres candidats consultés dans le cadre de cette procédure ; la mention de la liste des destinataires de l'invitation à soumissionner est une exigence de la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer.

L'examen du cahier des charges a permis de noter que le montant de la garantie de soumission y est déterminé en valeur relative (2% du

montant de l'offre) alors qu'il devrait l'être en valeur absolue, la seule exigence étant que ce montant varie entre 1% et 3 % du montant de la valeur estimée de l'acquisition. Par ailleurs, le cahier des charges fait toujours référence au décret 2007-545 du 25 avril 2007 en lieu et place du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011. Il convient de mettre à jour les documents de marché pour se conformer à la réglementation en vigueur.

A l'ouverture des plis, la commission a procédé à la vérification des pièces administratives et a constaté que le quitus fiscal de West Point Security est périmé sans indiquer la date de péremption dudit document. En effet, si ces pièces sont valides jusqu'au 31 décembre de l'année 2011, les entreprises sont considérées éligibles à la commande publique au titre de la Gestion 2012 (article 45.a du CMP). Il est important de noter les dates de validité ou d'expiration des pièces pour permettre aux vérificateurs de disposer des éléments d'appréciation de la mise en œuvre conforme des procédures de contrôle de la validité des pièces administratives.

Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus qui nous ont été transmises ne sont pas déchargées par leurs destinataires.

Le terme « adjudicataire » n'est plus d'usage ; les autorités contractantes doivent se conformer aux termes et définitions indiqués dans l'article 4 du CMP.

Le nombre d'agents de sécurité requis pour assurer la surveillance de l'hôpital n'avait pas été précisé dans le cahier des charges ; ainsi, chaque soumissionnaire a proposé le nombre d'agents qu'il a estimé nécessaire pour assurer la surveillance des lieux. Les critères d'évaluation des offres et leurs modalités de mise en œuvre n'étant pas définis et face à la difficulté de comparaison d'offres divergentes quant au nombre d'agents du fait de l'autorité contractante qui a mal défini ses besoins, la Commission des Marchés a juste comparé le prix unitaire proposé par agent pour attribuer le marché.

A l'examen des offres, nous avons constaté que le montant de l'offre de Global Security (145 000 F CFA TTC) est différent du montant lu et consigné dans le procès verbal d'ouverture des plis (165 436 F CFA TTC). De plus, pour ce même soumissionnaire, deux offres nous ont été présentées, le modèle de soumission qui comporte un montant unitaire de 145 000 F CFA et un montant global de 4 277 500 F CFA TTC alors que la facture portant son offre financière est d'un montant de 4 135 900 F CFA. L'existence de ces deux factures avec des montants différents n'est pas été justifiée.

Le marché a été attribué à 88 500 F CFA TTC / agent et pour une durée de six mois, ce qui fait un montant de 15 930 000 F CFA TTC alors

que le montant retenu dans le contrat est de 13 806 000 F CFA TTC, aucune explication documentée n'a été fournie pour cette différence de prix. De plus, le montant auquel le marché est attribué (15 930 000 F CFA TTC) dépasse le seuil de passation de marchés par DRP qui est fixé à 15 000 000 F CFA en violation de l'article 53 du CMP.

Pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires d'un mémoire ou offre technique précisant le mode d'exécution du marché. Ce mémoire technique comprendra une présentation de l'organisation et des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Le choix du prestataire pourrait se faire au vu de la pondération de la valeur technique de l'offre et du prix proposé.

DRP N° 3 ACHAT DE GAZ BUTANE ATTRIBUE A PUMA ENERGY POUR 2 600 000 F CFA

Les lettres d'invitation à soumissionner ainsi que le cahier des charges ou bordereau quantitatif estimatif adressés aux candidats ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis ; il en est de même des lettres d'information des soumissionnaires non retenus.

Deux des soumissionnaires (SULTAN TOURE, LENA NDOYE) ont proposé des bouteilles de gaz de 6 Kg, 36 Kg et 12, KG tandis que le troisième (PUMA ENERGY) a proposé dans son offre des bouteilles de gaz de 6 Kg, 52 Kg et 12 Kg. Le dossier de marché ne comprend pas le cahier des charges mais il semblerait au vu du procès verbal d'évaluation et d'attribution que la demande portait sur des bouteilles de 36 Kg et non de 52 Kg. L'offre de PUMA ENERGY a néanmoins été considérée comme conforme et évaluée par la Commission des Marchés.

L'examen du marché a permis de noter qu'il a été conclu pour un montant de 2 600 000 F CFA TTC différent de celui auquel il a été attribué qui se chiffrait à 3 987 362 F CFA et non à 3 378 320 F CFA, montant mentionné dans le procès verbal d'attribution soit une réduction à la baisse de 35% qui dépasse de loin les marges de fluctuation généralement admises et qui doivent être prévues dans le cahier de charges. Ne disposant pas du cahier des charges, nous ne pouvons nous prononcer sur la justification de la fluctuation au moment de la contractualisation.

L'article 3 du contrat conclu avec PUMA ENERGY stipule que les prix sont révisables en fonction de la structure officielle communiquée par le Ministère de l'Energie pour la gestion 2013. Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 21 du CMP, les marchés ne sont révisables que lorsque leur durée d'exécution dépasse douze mois, ce qui n'est pas le cas pour ce marché. Cependant, la nature du produit et le mode de fixation de son prix obéissent à des règles qui impliquent une révision périodique par la Commission Nationale des Hydrocarbures du Ministère de l'Energie. Cependant, l'article 3.4.c).i du CMP ne concerne que le super carburant, l'essence ordinaire et le gasoil et exclut de la

dérogation à l'application du CMP ces produits s'ils sont destinés à l'exploitation. Le gaz butane n'étant pas concerné par la dérogation stipulée dans l'article 3.4 du CMP, il ne peut y avoir de clause de révision de prix dans le contrat signé avec PUMA ENERGY, les conditions de durée n'étant pas remplies, les paramètres de révision n'étant pas expressément prévus par la clause au regard de l'article 19 du CMP et la formule de révision n'étant pas non plus précisée dans la clause conformément aux prescriptions de l'article 21 du CMP.

Nous avons noté quelques incohérences dans les dates des différents documents de passation. En effet, la lettre de notification d'attribution du marché a été établie le 07 janvier 2013 alors que le contrat est souscrit et approuvé le 21 décembre 2012 (dates inscrites sur la page de garde du contrat) alors que le marché est approuvé par le Directeur le 15 février 2013. Il s'y ajoute que la date de notification qui est inscrite sur le contrat correspond à la date de notification d'attribution et non à la date de notification du marché.

Le soumissionnaire Sultan Abdoul a proposé un prix dont la nature n'a pas été précisée (hors taxes ou TTC) donc son offre doit être considérée comme TTC et devait être ramenée en hors taxes pour les besoins de la comparaison puisque cette dernière s'est faite sur la base des prix hors taxes.

DRP N° 4 ACHAT D'OXYGENE MEDICAL ATTRIBUE A AIR LIQUIDE POUR 6 171 000 F CFA HTVA

Le PV d'évaluation ne précise pas le nombre de bouteilles proposées par Air Liquide, le cahier de charges ne nous a pas été transmis pour nous permettre d'apprécier la conformité de l'offre d'Air Liquide.

Le marché n'a pas été exécuté.

DRP N° 5 REHABILITATION DES CABINES DE LA MATERNITE ATTRIBUEE A EGNS POUR 16 527 836 F CFA TTC

L'examen des offres a permis d'identifier des signes de collusion entre les offres des fournisseurs consultés dans le cadre de cette procédure (EGNS, EIAS, ENTREPRISE SOKHNA BALLY MBACKE, GIE M2D CONSTRUCTION, GIE BOLOO LIGEEY).

Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus et le cahier de charges devant faire la description des travaux n'ont pas été joints au dossier.

Le Procès Verbal d'évaluation ne présente pas un tableau comparatif entre les prestations requises et celles offertes pour attester de la conformité de ces dernières.

DRP N° 6 FOURNITURE DE SPLIT ET DE VENTILATEURS ATTRIBUEE A LA SENEGALAISE DE L'ELECTROMENAGER POUR 8 426 380 F CFA TTC

Un seul document fait office à la fois, de procès verbal d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution, alors qu'il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure.

L'ouverture des plis a eu lieu le 14 Août 2012, mais, le PV est daté du 17 Août 2012, en violation de l'article 67.4 in fine du CMP qui dispose que le PV doit être établi dès la fin des travaux.

Le PV d'attribution ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué.

Le contrat n'a pas été classé dans le dossier.

OBSERVATIONS COMMUNES AUX DRP N° 7 et N° 8

La notification de l'attribution des marchés et l'information des candidats non retenus (21 juin 2012) ont été faites respectivement treize jours et huit jours après la souscription (08 juin 2012) et l'approbation du marché (15 juin 2012), ce qui n'est pas conforme au CMP car les droits de recours des candidats commencent à courir à compter de la date de notification.

La lettre de convocation des membres de la commission restreinte a été établie le 8 juin 2012 et cette date coïncide au jour même de la souscription du contrat. Ce qui signifierait que la souscription du marché a eu lieu bien avant l'ouverture, l'évaluation et l'attribution du marché.

Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne comportent ni la dénomination sociale de l'attributaire ni le montant auquel le marché a été attribué. Ces informations doivent être consignées dans les lettres d'information de même que les motifs du rejet des offres.

L'Hôpital demande dans les lettres de notification d'attribution aux attributaires des marchés de se munir des pièces administratives (Attestations de l'IPRES, de la CSS et quitus fiscal). Nous rappelons qu'aux termes de l'article 44 du CMP, ces pièces devaient être requises à l'entame de la procédure car constituant des critères de recevabilité.

Le suivi de la transmission des pièces administratives qui étaient supposées être fournies par le prestataire du marché n'a pas été formalisé.

DRP N° 7 ACQUISITION DE POUBELLES POUR DECHETS MEDICAUX ATTRIBUEE A GIE KEUR GAWANE POUR 4 012 000 F CFA

En l'absence du cahier des charges, le contrat nous décrit les types de poubelles que le prestataire a proposées. Cependant, le procès verbal d'évaluation des offres ne fait aucune comparaison entre les propositions des soumissionnaires, le critère prix ayant manifestement été déterminant dans le choix de l'attributaire du marché.

Aucune des factures pro forma n'est datée. La facture pro forma du fournisseur « GIE KEUR GAWANE » ne comporte ni un numéro de NINEA ni un numéro du registre de commerce alors que le procès-verbal d'attribution mentionne qu'il dispose du registre de commerce et du NINEA.

Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne portent pas les décharges des destinataires de même que la lettre de notification de l'attributaire. Un seul paragraphe figure sur toutes les offres alors que tous les membres de la commission devaient parapher sur les offres.

Dans le contrat, l'engagement du gérant s'établit comme suit : vingt (20) poubelles à pédale inox de 12 litres, vingt cinq (25) de 20 litres ; vingt cinq (25) poubelles sans roues de 100 litres ; vingt (20) poubelles avec roues de 120 litres alors que toutes les offres des candidats avaient coté en plus de ces fournitures citées ci-dessus sur leurs factures quinze (15) poubelles avec roues de 240 litres. Le montant du contrat correspond au montant attribué et au montant de l'offre qui comprenait l'acquisition de ces quinze poubelles donc à moins que cela ne constitue une omission de la part des parties contractantes, aucune raison ne justifie la non inscription de ces prestations dans le contrat.

DRP N° 8 ACHEVEMENT D'UN LOCAL D'INCINERATEUR ET D'UN PUIT POUR CENDRE ATTRIBUE AU GIE KHADIM RASSOUL POUR 4 201 788 F CFA

Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus et la lettre de notification de l'attribution ne sont pas déchargées. Un seul paragraphe figure sur toutes les offres alors que tous les membres de la commission devaient parapher sur les offres.

Le cahier des charges n'a pas été joint au dossier. S'agissant de travaux, l'évaluation des offres nous semble avoir été faite sur la base de l'offre la moins disante alors qu'il était plus indiqué d'effectuer une évaluation en bonne et due forme en procédant à la conformité des spécifications techniques supposées être décrites dans le cahier des charges en fonction de la nature des prestations.

DRP N° 9 FOURNITURES DE BUREAU, CONSOMMABLES INFORMATIQUES ATTRIBUEE A MACHA ALLAH BUSINESS CENTER POUR 10 496 690 F CFA

Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier.

La vérification de l'exhaustivité ou non et la comparaison des offres proposées par les soumissionnaires n'a pas été matérialisée dans le procès verbal d'évaluation. A l'examen des offres, nous notons que les offres n'étaient pas exhaustives donc si l'évaluation avait été menée dans les normes, les offres auraient du être déclarées non exhaustives, par conséquent non conformes et la procédure reprise.

La notification d'attribution du marché (11 septembre 2012) a été faite huit jours après la souscription et l'approbation du marché (03 septembre 2012), ce qui n'est pas conforme au CMP car les droits de recours des candidats commencent à courir à compter de la date de notification. De plus, cela signifie que la souscription du marché a eu lieu le jour même de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution du marché.

L'examen des offres nous a permis de constater que les factures pro forma produites par les soumissionnaires présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion. En effet, le bordereau quantitatif joint au dossier et qui a du être annexé au cahier des charges s'il existe car ne nous ayant pas été transmis, présente un nombre de soixante articles requis alors que les offres de tous les soumissionnaires comportent trente trois articles identiques. S'y ajoute que les quantités proposées par ces soumissionnaires sont toutes les mêmes sur tous les articles et sont différentes de celles qui avaient été requises par l'Hôpital. Les mêmes fautes sont commises sur les articles « Registres quadrillé », « tempon », « Marker », rappelons que ces fautes n'avaient pas été faites sur le bordereau quantitatif transmis par l'autorité contractante.

De plus, les sociétés Port Orbit Général Trading et Macha Allah Business Center présentent sur leurs factures le même numéro de fax (33 221 826 97 25). Tous ces signes nous confortent dans le constat qu'il y a une collusion entre ces fournisseurs en violation du principe de transparence dans la passation des marchés.

Le suivi de la transmission des pièces administratives qui étaient supposées être fournies par le prestataire du marché n'a pas été formalisé.

Nous notons un fractionnement des **DRP 9 et 10** relatives respectivement à l'achat de fournitures de bureau, consommables informatiques pour un montant de 10 496 690 F CFA et l'achat d'imprimés pour 7 275 000 F CFA en violation de l'article 54-5 du CMP. Le cumul de ces deux DRP fait un total de 17 771 690 F CFA qui dépasse le seuil de passation des DRP, un appel d'offres aurait du être organisé pour élargir la publicité, puisqu'il s'agit de la même nature de fournitures, d'ailleurs, rappelons que la DRP portant achat d'imprimés n'a reçu qu'une

seule offre et éviter le fractionnement de marchés qui ne constitue pas un avantage économique pour l'autorité contractante.

DRP N° 10 ACHAT D'IMPRIMES ATTRIBUE RASSOUL PRINT POUR 7 275 000 F CFA

La vérification de l'exhaustivité ou non et la comparaison de l'offre proposée par les soumissionnaires n'a pas été matérialisée dans le procès verbal d'évaluation. Le cahier des charges n'a pas été joint au dossier pour nous assurer de l'exhaustivité ou non de l'offre proposée par Rassoul Print.

La notification d'attribution du marché (12 septembre 2012) a été faite neuf jours après la souscription et l'approbation du marché (03 septembre 2012), ce qui n'est pas conforme au CMP car les droits de recours des candidats commencent à courir à compter de la date de notification. De plus, cela signifie que la souscription du marché a eu lieu le jour même de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution du marché.

Le suivi de la transmission des pièces administratives qui étaient supposées être fournies par le prestataire du marché n'a pas été formalisé.

DRP N° 11 DENREE ALIMENTAIRES EN SIX LOTS

Les lettres d'invitation n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis ;

Un seul document fait office à la fois, de PV d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution, alors qu'il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure ;

La commission des marchés n'est pas conforme car, le SAF ne peut pas en être le président. En ce qui concerne Mme DIEYNABA DIALLO, Contrôleur de gestion, aux termes de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP, les membres de la CM et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l'autorité contractante. En outre, Monsieur OMAR DIAW est le suppléant de Monsieur MOMAR DIAW, or, ils ont siégé en même temps ;

L'ouverture des plis a eu lieu le 04 Septembre 2012, mais, le PV est daté du 13 Septembre 2012, en violation de l'article 67.4 in fine du CMP qui dispose que le PV doit être établi dès la fin des travaux ;

La commission ne fait aucune formalisation des pièces administratives, en violation des articles 43 et 44 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir, pour prendre part au marché ;

La commission des marchés n'a pas procédé à l'attribution du lot 4 « pain » et c'est le contrat qui nous renseigne sur son attribution aux ETS LENA NDOYE ;

Le PV d'attribution ne mentionne pas les montants auxquels les marchés ont été attribués ;

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, pour le lot 6 ne figurent pas dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Aucun document d'exécution et de règlement du marché (bon de commande, bordereau de livraison, factures, PV de réception et copies chèques) n'a été classé dans le dossier ;

Il ressort de la copie du contrat du lot 3 « poisson » que le marché n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Le contrat du lot 6 « denrées périssables » n'a pas été classé dans le dossier, ce contrat a été déclaré indisponible par l'AC ;

Le marché a été passé au-delà du seuil de passation des marchés Publics, en violation de l'article 53 du CMP ;

Le papier en –tête support de l'offre des ETS LENA NDOYE ne mentionne pas sa dénomination sociale.

Au regard du cumul des montants des différents lots (**16 594 750 F CFA TTC**), le marché « fourniture de denrées alimentaires » a été passé au-delà du seuil de passation des DRP, en violation de l'article 53 du CMP. Il convient de préciser sur ce point que, le seuil de passation des marchés et subséquemment le mode de passation approprié sont appréciés au regard de la valeur cumulée des lots constitutifs de l'appel à la concurrence et non par rapport à la valeur individuelle des lots. L'autorité contractante aurait dû lancer un appel d'appel d'offres, d'autant plus que le lot 5 « gaz butane » n'a pas été attribué, faute de soumissionnaire.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés Publics.

Bannir les pratiques collusives et veiller à la transparence des procédures de passation des marchés instituée par l'article 24 du COA.

Se conformer aux dispositions des articles 43 et 44 du CMP.

Fixer la garantie de soumission en valeur absolue compte tenu de la valeur estimée des acquisitions envisagées.

Se conformer aux dispositions des articles 3.4.c).i, 19 et 21 du CMP.

Bien définir les besoins dans les dossiers d'appel à la concurrence. Pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires d'un mémoire ou offre technique précisant le mode d'exécution du marché. Ce mémoire technique comprendra une présentation de l'organisation des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Le choix du prestataire pourrait se faire au vu de la pondération de la valeur technique de l'offre et du prix proposé.

Faire la distinction entre les dates de notification d'attribution et de notification du marché.

Veiller à établir des procès verbaux en bonne et due forme distincts pour chaque étape de la procédure de passation des marchés (ouverture des plis, évaluation et attribution).

Veiller au respect de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Veiller à l'harmonisation et à la cohérence des informations consignées dans les documents de passation des marchés.

Eviter le fractionnement des marchés conformément à l'article 54-5 du CMP.

Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en utilisant le modèle type et en procédant à l'examen préliminaire (vérification de l'exhaustivité, de la recevabilité et de la conformité pour l'essentiel des offres) et détaillé (contrôle des spécifications

techniques proposées si conformes au cahier des charges) des offres.

Veiller au suivi formalisé de la régularisation des pièces administratives.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Les factures payées ne sont pas annulées notamment par l'apposition de la mention « PAYE » ;

Des incohérences ont été notées dans les dates d'établissement des documents de commandes, de livraison et de facturation.

Les attestations de précomptes et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne sont pas classés dans les dossiers de marché.

Certains contrats n'ont pas été soumis, par leurs titulaires, à la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement de leurs factures.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Apposer les références de règlement sur les factures payées.

Veiller à la cohérence interne des documents de commandes, de réception et de paiement.

Se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marchés.

Veiller à l'application de l'article 424 du CGI

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE

1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5
Nature	Produits d'entretien et de lessive	Gardiennage	Gaz butane	Oxygène médical	Réhabilitation des cabines de la maternité
Attributaires	Machalla Business Center	CSSA	Puma Energy	Air Liquide Sénégal	EGNS
Montants en F CFA TTC	12 724 648	13 806 000	2 600 000	6 171 000 HTVA	16 527 836
Article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26/12/12 pris en application de l'article 36 du CMP sur la composition de la CM	✓	✓	✓	✓	✓
Confusion faite entre la notification d'attribution et la notification du marché	✓	✓	✓	✓	✓
Montant de l'offre différent du montant lu et consigné dans le procès verbal d'ouverture des plis		✓			
Carences dans l'évaluation des offres			✓		
Fluctuation du montant du contrat non prévu dans le cahier des charges			✓		
Circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓			
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser		✓			
Violation des articles 43, 44 et	✓	✓	✓	✓	✓

45 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises					
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés	✓	✓			
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion					✓

Description	DRP 6	DRP 7	DRP 8	DRP 9	DRP 10
Nature	Fourniture de split et de ventilateurs	Acquisition de poubelles pour déchets médicaux	Achèvement d'un local incinérateur et d'un puits pour cendre	Fournitures de bureau et de consommables informatiques	Achat d'imprimés
Attributaires	La Sénégalaise de l'Electro ménager	GIE Keur Gawane	GIE Khadim Rassoul	Machalla Business Center	Rassoul Print
Montants en F CFA TTC	8 426 380	4 012 000	4 201 788	10 496 690	7 275 000
Article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26/12/12 pris en application de l'article 36 du CMP sur la composition de la CM	✓	✓	✓	✓	✓
Confusion faite entre la notification d'attribution et la notification du marché	✓	✓	✓	✓	✓
Carences dans l'évaluation des offres		✓	✓	✓	✓
PV unique établi pour les étapes d'ouverture, d'évaluation et d'attribution	✓				
PV d'attribution ne mentionnant pas le montant auquel le marché est attribué	✓				
Lettres d'information aux candidats non retenus ne comportant ni dénomination des sociétés ni montants auxquels les marchés sont attribués		✓			
Suivi formalisé de la transmission des pièces administratives		✓		✓	✓
Factures pro forma non		✓			

datées					
Lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus non déchargées		✓	✓		
Violation des articles 43, 44 et 45 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Etablissement du procès verbal d'ouverture des plis séance tenante	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion				✓	

Description	DRP 11					
Nature	Fourniture de denrées alimentaires					
Attributaires	Lot 1 : Ets Cheikh Diop	Lot 2 : Ets Léna Ndoye	Lot 3 : Ets Ibrahima Dieye	Lot 4 : Ets Léna Ndoye	Lot 5 : Pas de soumissionnaire	Lot 6 : Ets Cheikh Diop
Montants en F CFA TTC	8 469 550	5 139 000	1 238 200	634 500	-	1 113 500
Article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26/12/12 pris en application de l'article 36 du CMP sur la composition de la CM	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Confusion faite entre la notification d'attribution et la notification du marché	✓	✓	✓	✓	✓	✓
PV d'attribution ne mentionnant pas le montant auquel le marché est attribué	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 43, 44 et 45 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Violation de l'art 67.4 du CMP : Etablissement du procès verbal d'ouverture des plis séance tenante	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Non respect de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	✓	✓	✓	✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 PRESENTATION DU CHRT

Le CHRT est un hôpital public érigé en établissement public de santé de niveau 2, depuis 2001.

L'autonomie de gestion lui est conférée, la performance exigée.

Ouvert en 1980, cet hôpital a bénéficié d'une réhabilitation et d'une extension en 2000, grâce à la Coopération Japonaise.

Cet hôpital a une capacité d'hospitalisation de 289 lits. Il est dirigé par un administrateur hospitalier nommé par décret.

Le CHRT est organisé en services médicaux, chirurgicaux, services dits aide diagnostics, services administratifs et services techniques.

Ces services assurent les activités génératrices de recettes. Ils sont dirigés par des médecins, des chirurgiens et des pharmaciens. Ils sont tous secondés par des surveillants de service qui ont en charge la coordination des activités.

Les surveillants sont appuyés par des chefs d'unités de soins.

Outre la direction, le CHRT compte des services administratifs qui sont des services d'appui :

- les Services Administratifs et Financiers (SAF),
- l'Agence Comptable Particulière (ACP),
- la cellule de Contrôle de Gestion (CG),
- le Service des Soins Infirmiers (SSI),
- le Service Social,
- le Service de Sécurité, de l'Hygiène et de la Qualité.

Le fonctionnement de l'hôpital est assuré par les organes suivants :

- un organe de décision : le Conseil d'Administration,
- deux organes consultatifs : la Commission Médicale d'Etablissement et le Comité Technique d'Etablissement,
- un organe d'exécution : le Comité de Direction.

Le personnel officiant au niveau de cet hôpital se chiffre à 431 agents.

Le CHRT tire l'ensemble de ses revenus des subventions de l'Etat et des recettes générées par les prestations fournies.

La contribution de l'Etat n'est pas négligeable mais mériterait d'être renforcée compte tenu de la taille de la structure et de la diversité de ses activités.

Les charges supportées sont très importantes. En 2004, elles dépassent de 8% les revenus et en 2005, elles atteignent 9% de plus.

La masse salariale représente 60% des charges globales en 2004 et baissent à 51% en 2005. Elle constitue un poids très lourd pour la structure.

Le dépassement de ces charges se révèle sur la trésorerie qui connaît un déficit persistant méritant d'être comblé.

2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.3.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.3.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;

- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la

mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;**
- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;**
- d) à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;**
- e) à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation**

institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;

- f) à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g) à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h) à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.3.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte

sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1^{er} février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier Régional de Thiès pour apprécier la capacité de l'hôpital à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences sont mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) du CHRT, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté N° 0066 du Directeur de l'Hôpital Régional de Thiès en date du 6 février 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Cet arrêté N° 0066 a été pris en remplacement de l'arrêté N° 0051 du 30 janvier qui comportait des anomalies relatives essentiellement au décret visé (2007-545 en lieu et place du 2011-1048) et la non identification du Représentant du Contrôle Financier de la Présidence de la République.

Nous avons noté que la Commission des Marchés du CHRT est présidée par le Chef des Services Administratif et Financier ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant.

Nous avons noté lors de l'examen des DRP que dans certaines procédures, le Contrôleur de Gestion a siégé en qualité de membre de la Commission des Marchés ; aux termes de l'article 4 de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés, les membres de la CM et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la cellule de passation des marchés de l'autorité contractante. Au regard de cette disposition, le Contrôleur de Gestion ne peut avoir la qualité de membre de la Commission des Marchés.

L'examen de quelques procès verbaux d'évaluation et d'attribution a permis de noter une insuffisante formalisation des procédures de vérification de l'exhaustivité, de la recevabilité et de la conformité des offres. Seuls les montants globaux des offres des candidats sont consignés dans les procès verbaux sans aucune indication sur le détail des articles et des prix offerts (achat de produits d'entretien, achat de gaz butane), ce faisant, le vérificateur ne dispose d'aucun élément lui permettant de s'assurer de la comparabilité des offres.

Les justificatifs et pièces administratives requises pour avoir accès aux marchés publics ne sont pas demandés par l'autorité contractante dans les procédures de DRP. Nous rappelons que les seules exceptions à la production desdites pièces administratives s'appliquent aux

marchés de moins de 25 millions de F CFA passés par les Communautés Rurales ou les Communes dont le budget annuel est inférieur à 300 millions de F CFA.

Les lettres d'invitation à soumissionner transmises aux candidats short listés dans le cadre des procédures de DRP ne mentionnent pas la dénomination sociale des autres candidats consultés dans le cadre desdites procédures ; nous précisons que la mention de la liste des destinataires de l'invitation à soumissionner est une exigence de la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer.

La Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des candidats non retenus aux termes des procédures de demande de renseignements et de prix. Cette information constitue une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation ; par ailleurs, elle fixe le point de départ du délai des recours gracieux ou contentieux qui s'offrent aux candidats contre la procédure ou contre l'attribution.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'Auditeur Interne assure les responsabilités de Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés.

Nous avons noté de nombreuses déficiences dans le système d'archivage des documents de marchés. Les dossiers de marchés sont incomplets, ne comportent pour la plupart ni lettre d'invitation à soumissionner, ni documents relatifs au suivi de l'exécution physique et financière. De nombreuses confusions sont faites entre les dates de notification de l'attribution et les dates de notification des marchés. Dans certains cas, la date de signature mentionnée dans le contrat est postérieure à la date de notification du marché (marché du gaz butane). Ces incohérences traduisent une insuffisante appropriation des concepts.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés le 30 janvier 2012 et transmises à la DCMF et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM le 1^{er} février 2012.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du CHRT, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum de 7 jours à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP.

Le PPM du CHRT a été établi conformément au modèle prescrit par l'ARMP et transmis à la DCMP le 31 janvier 2012 soit un mois après la date normale de transmission qui est le 31 décembre 2011 pour la Gestion 2012.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, le CHRT doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMP. Le support de publication de l'AGPM ne nous a pas été transmis.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHRT

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CHRT sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CHRT EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMF			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	11	103 946 872	11	103 946 872	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	11	103 946 872	11	103 946 872	100%	100%

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6
DESCRIPTION	Produits d'entretien et de lessive	Gardiennage	Acquisition de gaz butane	Oxygène médical	Réhabilitation des cabines de la maternité	Fourniture de split et de ventilateurs
Date de saisine des fournisseurs	-	22 mai 2012	-	-	-	-
Date limite de dépôt des offres	-	31 mai 2012	-	-	-	-
Délai de préparation des offres	-	9 jours	-	-	-	-
Date d'ouverture, d'évaluation et d'attribution	27 août 2012	14 juin 2012	21 décembre 2012	21 décembre 2012	02 janvier 2012	04 Août 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	11 septembre 2012	21 juin 2012	07 janvier 2013	07 janvier 2013	-	21 Août 2012
Date de souscription	03 septembre 2012	12 juin 2012	21 décembre 2012	-	30 décembre 2011	-

Date d'approbation	03 septembre 2012	14 juin 2012	21 décembre 2012	-	02 janvier 2012	-
Date de notification du marché	11 septembre 2012	21 juin 2012	07 janvier 2012	-	03 janvier 2012	-
Date d'enregistrement	19 novembre 2012	16 juillet 2012	25 février 2013	-	Contrat enregistré mais la date n'apparaît pas	-
Délai d'exécution	Trois mois (octobre à décembre) Livraisons effectuées 15 jours à compter de la date de notification du bon de commande	Six mois (Juillet-Décembre)	Deux jours après notification du bon de commande	-	Gestion 2012 15 jours à compter de la date de notification du bon de commande	-
Fournisseurs consultés	-	05 : Global Security- West Point Security- CSSA- Security Cadior Action- Saloum Sécurité	-	-	-	-
Nombre d'offres reçues	05 : Khelcom Import Export – Ets Khar Yalla SARL- Machalla Business Center- GIE Fudde	04 : Global Security- West Point Security- CSSA- Security	03: Ets Lena Ndoeye- Ets Sultan Touré- Puma Energy	01 : Air Liquide	05 : Entreprise Individuelle Abacar Sarr- Entreprise Sokhna Bally Mbacké- GIE M2D	05 : Pathé Ndoeye- CCBM- Sénégalaise de l'Electroménager- Ets Bara Mboup-

	Fulbe- SERICOM	GIE Cadior Action			Construction- GIE Boloo Ligeey- Etablissement Galass Négoces Services (EGNS)	Dabakh Prestation
Attributaires	Machalla Business Center	Compagnie Sénégalaise de Sécurité et d'Assistance (CSSA)	Puma Energy	Air Liquide Sénégal	EGNS	La Sénégalaise de l'Electro ménager
Montants en F CFA	12 724 648 F CFA TTC	13 806 000 F CFA TTC	2 600 000 F CFA TTC	Bouteilles de 7,5 m3 à 1 700 F CFA le mètre cube 6 171 000 F CFA HTVA	16 527 836 F CFA TTC	8 426 380 F CFA TTC
Non conformités	<p>La Commission des Marchés est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier. Il s'agit d'une non conformité au regard des dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12 786 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés Publics qui stipule que les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés. Le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ».</p> <p>Il s'y ajoute que le Contrôleur de Gestion Madame Dieynaba Diallo a siégé comme membre de la commission des marchés à l'ouverture et à l'attribution des marchés conclus par DRP alors que cela est contraire aux textes réglementaires, de plus, elle ne figure pas dans la liste des membres de la commission sur l'acte de nomination des membres de la CM qui nous a été</p>					

	<p>transmis.</p> <p>Un procès verbal unique dénommé « procès verbal d'évaluation et d'attribution » a servi aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des marchés.</p> <p>Une confusion est notée au niveau des dates de notification qui sont bien distinctes. La date de notification d'attribution est inscrite sur les contrats en lieu et place de la date de notification du marché. La date de notification d'attribution est le point de départ pour la formulation de recours alors que la notification du marché constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché.</p> <p>Nous avons noté quelques incohérences dans les dates des différents documents de passation. En effet, les lettres de notification d'attribution des marchés ont été établies à des dates postérieures aux dates de souscription et d'approbation des contrats (dates inscrites sur la page de garde du contrat). Il s'y ajoute que les dates de notification qui sont inscrites sur les contrats correspondent aux dates de notification d'attribution et non aux dates de notification des marchés.</p> <p>A l'exception de la DRP relative au gardiennage, les lettres de consultation pour les autres marchés n'ont pas été jointes au dossier. Nous notons également qu'hormis ce marché, les pièces administratives requises dans les articles 43 et 44 du CMP n'ont pas été demandées par l'hôpital.</p> <p>Les documents liés à l'exécution et au règlement des marchés n'ont pas été joints au dossier.</p> <p>DRP N° 1 ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN ATTRIBUE A MBC POUR 12 724 648 F CFA TTC</p> <p>La commission des marchés s'est limitée à consigner le montant global des offres dans le procès verbal unique et n'a pas formellement procédé à la comparaison des offres dans son procès verbal d'évaluation pour apprécier la consistance et l'exhaustivité des offres au regard de la liste des articles figurant dans la DRP. Pour ce faire, un tableau récapitulatif des offres doit être dressé pour matérialiser la mise en œuvre d'un véritable processus de contrôle de l'exhaustivité, de la conformité et de comparaison des offres aux fins d'évaluation. Nous constatons, qu'à l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires à ce marché ont curieusement coté leur offre au-delà du seuil de passation des DRP s'auto-éliminant au profit de MBC.</p>
--	--

	<p>Les dates et décharges des copies des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus qui nous ont été transmises ne sont pas lisibles.</p> <p>L'examen des offres nous a permis d'identifier des similitudes sur la présentation des factures pro forma et la même faute qui est commise sur ces factures sur le mot « serpières » et la faute sur le mot « contonnier » qui est reproduit sur les factures de deux d'entre eux (Khelcom Import/export et GIE Dedde Fulbe). Toutes ces anomalies laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs.</p> <p>DRP N° 2 SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE GARDIENNAGE DE L'HÔPITAL ATTRIBUE A COMPAGNIE SENEGALAISE DE SECURITE ET D'ASSISTANCE (CSSA) POUR 13 806 000 F CFA TTC</p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas la dénomination sociale des autres candidats consultés dans le cadre de cette procédure ; la mention de la liste des destinataires de l'invitation à soumissionner est une exigence de la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>L'examen du cahier des charges a permis de noter que le montant de la garantie de soumission y est déterminé en valeur relative (2% du montant de l'offre) alors qu'il devrait l'être en valeur absolue, la seule exigence étant que ce montant varie entre 1% et 3 % du montant de la valeur estimée de l'acquisition. Par ailleurs, le cahier des charges fait toujours référence au décret 2007-545 du 25 avril 2007 en lieu et place du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011. Il convient de mettre à jour les documents de marché pour se conformer à la réglementation en vigueur.</p> <p>A l'ouverture des plis, la commission a procédé à la vérification des pièces administratives et a constaté que le quitus fiscal de West Point Security est périmé sans indiquer la date de péremption dudit document. En effet, si ces pièces sont valides jusqu'au 31 décembre de l'année 2011, les entreprises sont considérées éligibles à la commande publique au titre de la Gestion 2012 (article 45.a du CMP). Il est important de noter les dates de validité ou d'expiration des pièces pour permettre aux vérificateurs de disposer des éléments d'appréciation de la mise en œuvre conforme des procédures de contrôle de la validité des pièces administratives.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus qui nous ont été transmises ne sont pas</p>
--	--

	<p>déchargées par leurs destinataires.</p> <p>Le terme « adjudicataire » n'est plus d'usage ; les autorités contractantes doivent se conformer aux termes et définitions indiqués dans l'article 4 du CMP.</p> <p>Le nombre d'agents de sécurité requis pour assurer la surveillance de l'hôpital n'avait pas été précisé dans le cahier des charges ; ainsi, chaque soumissionnaire a proposé le nombre d'agents qu'il a estimé nécessaire pour assurer la surveillance des lieux. Les critères d'évaluation des offres et leurs modalités de mise en œuvre n'étant pas définis et face à la difficulté de comparaison d'offres divergentes quant au nombre d'agents du fait de l'autorité contractante qui a mal défini ses besoins, la Commission des Marchés a juste comparé le prix unitaire proposé par agent pour attribuer le marché.</p> <p>A l'examen des offres, nous avons constaté que le montant de l'offre de Global Security (145 000 F CFA TTC) est différent du montant lu et consigné dans le procès verbal d'ouverture des plis (165 436 F CFA TTC). De plus, pour ce même soumissionnaire, deux offres nous ont été présentées, le modèle de soumission qui comporte un montant unitaire de 145 000 F CFA et un montant global de 4 277 500 F CFA TTC alors que la facture portant son offre financière est d'un montant de 4 135 900 F CFA. L'existence de ces deux factures avec des montants différents n'est pas été justifiée.</p> <p>Le marché a été attribué à 88 500 F CFA TTC / agent et pour une durée de six mois, ce qui fait un montant de 15 930 000 F CFA TTC alors que le montant retenu dans le contrat est de 13 806 000 F CFA TTC, aucune explication documentée n'a été fournie pour cette différence de prix. De plus, le montant auquel le marché est attribué (15 930 000 F CFA TTC) dépasse le seuil de passation de marchés par DRP qui est fixé à 15 000 000 F CFA en violation de l'article 53 du CMP.</p> <p>Pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires d'un mémoire ou offre technique précisant le mode d'exécution du marché. Ce mémoire technique comprendra une présentation de l'organisation et des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Le choix du prestataire pourrait se faire au vu de la pondération de la valeur technique de l'offre et du prix proposé.</p>
--	--

DRP N° 3 ACHAT DE GAZ BUTANE ATTRIBUE A PUMA ENERGY POUR 2 600 000 F CFA

Les lettres d'invitation à soumissionner ainsi que le cahier des charges ou bordereau quantitatif estimatif adressés aux candidats ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis ; il en est de même des lettres d'information des soumissionnaires non retenus.

Deux des soumissionnaires (SULTAN TOURE, LENA NDOYE) ont proposé des bouteilles de gaz de 6 Kg, 36 Kg et 12, KG tandis que le troisième (PUMA ENERGY) a proposé dans son offre des bouteilles de gaz de 6 Kg, 52 Kg et 12 Kg. Le dossier de marché ne comprend pas le cahier des charges mais il semblerait au vu du procès verbal d'évaluation et d'attribution que la demande portait sur des bouteilles de 36 Kg et non de 52 Kg. L'offre de PUMA ENERGY a néanmoins été considérée comme conforme et évaluée par la Commission des Marchés.

L'examen du marché a permis de noter qu'il a été conclu pour un montant de 2 600 000 F CFA TTC différent de celui auquel il a été attribué qui se chiffrait à 3 987 362 F CFA et non à 3 378 320 F CFA, montant mentionné dans le procès verbal d'attribution soit une réduction à la baisse de 35% qui dépasse de loin les marges de fluctuation généralement admises et qui doivent être prévues dans le cahier de charges. Ne disposant pas du cahier des charges, nous ne pouvons nous prononcer sur la justification de la fluctuation au moment de la contractualisation.

L'article 3 du contrat conclu avec PUMA ENERGY stipule que les prix sont révisables en fonction de la structure officielle communiquée par le Ministère de l'Energie pour la gestion 2013. Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 21 du CMP, les marchés ne sont révisables que lorsque leur durée d'exécution dépasse douze mois, ce qui n'est pas le cas pour ce marché. Cependant, la nature du produit et le mode de fixation de son prix obéissent à des règles qui impliquent une révision périodique par la Commission Nationale des Hydrocarbures du Ministère de l'Energie. Cependant, l'article 3.4.c).i du CMP ne concerne que le super carburant, l'essence ordinaire et le gasoil et exclut de la dérogation à l'application du CMP ces produits s'ils sont destinés à l'exploitation. Le gaz butane n'étant pas concerné par la dérogation stipulée dans l'article 3.4 du CMP, il ne peut y avoir de clause de révision de prix dans le contrat signé avec PUMA ENERGY, les conditions de durée n'étant pas remplies, les paramètres de révision n'étant pas expressément prévus par la clause au regard de l'article 19 du CMP et la formule de révision n'étant pas non plus précisée dans la clause conformément aux prescriptions de l'article 21 du CMP.

	<p>Nous avons noté quelques incohérences dans les dates des différents documents de passation. En effet, la lettre de notification d'attribution du marché a été établie le 07 janvier 2013 alors que le contrat est souscrit et approuvé le 21 décembre 2012 (dates inscrites sur la page de garde du contrat) alors que le marché est approuvé par le Directeur le 15 février 2013. Il s'y ajoute que la date de notification qui est inscrite sur le contrat correspond à la date de notification d'attribution et non à la date de notification du marché.</p> <p>Le soumissionnaire Sultan Abdoul a proposé un prix dont la nature n'a pas été précisée (hors taxes ou TTC) donc son offre doit être considérée comme TTC et devait être ramenée en hors taxes pour les besoins de la comparaison puisque cette dernière s'est faite sur la base des prix hors taxes.</p> <p>DRP N° 4 ACHAT D'OXYGENE MEDICAL ATTRIBUE A AIR LIQUIDE POUR 6 171 000 F CFA HTVA</p> <p>Le PV d'évaluation ne précise pas le nombre de bouteilles proposées par Air Liquide, le cahier de charges ne nous a pas été transmis pour nous permettre d'apprécier la conformité de l'offre d'Air Liquide.</p> <p>Le marché n'a pas été exécuté.</p> <p>DRP N° 5 REHABILITATION DES CABINES DE LA MATERNITE ATTRIBUEE A EGNS POUR 16 527 836 F CFA TTC</p> <p>L'examen des offres a permis d'identifier des signes de collusion entre les offres des fournisseurs consultés dans le cadre de cette procédure (EGNS, EIAS, ENTREPRISE SOKHNA BALLY MBACKE, GIE M2D CONSTRUCTION, GIE BOLOO LIGEEY).</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus et le cahier de charges devant faire la description des travaux n'ont pas été joints au dossier.</p> <p>Le Procès Verbal d'évaluation ne présente pas un tableau comparatif entre les prestations requises et celles offertes pour attester de la conformité de ces dernières.</p> <p>DRP N° 6 FOURNITURE DE SPLIT ET DE VENTILATEURS ATTRIBUEE A LA SENEGALAISE DE L'ELECTROMENAGER POUR 8 426 380 F CFA TTC</p> <p>Un seul document fait office à la fois, de procès verbal d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution, alors qu'il faut</p>
--	--

	<p>établir des PV distincts à chaque étape de la procédure.</p> <p>L'ouverture des plis a eu lieu le 14 Août 2012, mais, le PV est daté du 17 Août 2012, en violation de l'article 67.4 in fine du CMP qui dispose que le PV doit être établi dès la fin des travaux.</p> <p>Le PV d'attribution ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué.</p> <p>Le contrat n'a pas été classé dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP.</p> <p>Faire la distinction entre les dates de notification d'attribution et de notification du marché.</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux en bonne et due forme distincts pour chaque étape de la procédure de passation des marchés (ouverture des plis, évaluation et attribution).</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.</p> <p>Veiller au respect de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser et de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés.</p> <p>Veiller à apporter plus de précision en formulant l'expression des besoins de l'Hôpital pour établir un cahier de charges bien détaillé et concis.</p>

	<p>Veiller à l'harmonisation et à la cohérence des informations consignées dans les documents de passation des marchés.</p> <p>Eviter l'augmentation ou la réduction du montant des marchés alors qu'aucune clause relative à une fluctuation de ce montant n'a été prévue.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Par rapport à la commission des marchés, le Chef du Service Administratif et Financier, en qualité d'adjoint de l'autorité contractante, a été désigné, pour diriger ladite commission et cela n'a pas fait l'objet d'objection de la part du Service Régional des Marchés de Thiès et le Contrôleur de Gestion ne siège plus dans la commission depuis 2013. Par rapport aux remarques relatives à plusieurs achats hors procédures concurrentielles, cela s'explique d'une part par le caractère d'exclusivité de CERTEC, le seul représentant de SIEMENS, marque du Scanner.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires, mais vous confirmez notre analyse et nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur les achats hors procédures concurrentielles, le droit d'exclusivité que vous invoquez est un des cas limitatifs de la passation des marchés par entente directe, prévus par l'article 76.1a du CMP. Mais une telle procédure ne peut être mise en œuvre qu'après autorisation de la DCMP. Nous maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire. Notre appréciation est valable pour toutes les opérations passées hors procédures concurrentielles que nous avons énumérées en réserves et sur lesquelles vous n'avez pas apporté de réponse.</p>

Description	DRP 7	DRP 8	DRP 9	DRP 10
Nature	Acquisition de poubelles pour déchets médicaux	Travaux d'achèvement du local d'incinérateur et d'un puits pour cendre	Fourniture de fournitures de bureau et de consommables informatiques	Fourniture d'Imprimés
Date de saisine des fournisseurs	Néant	Néant	Néant	Néant
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis d'évaluation et d'attribution	15 juin 2012 PV établi le 15 juin 2012	15 juin 2012 PV établi le 15 juin 2012	03 septembre 2012 PV établi le 06 septembre 2012	03 septembre 2012 PV établi le 06 septembre 2012
Délai de préparation des offres	Néant	Néant	Néant	Néant
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	21 juin 2012	21 juin 2012	11 septembre 2012	12 septembre 2012
Date de souscription	08 juin 2012	08 juin 2012	03 septembre 2012	03 septembre 2012
Date d'approbation	15 juin 2012	15 juin 2012	03 septembre 2012	03 septembre 2012
Date de signature du contrat	04 juillet 2012	Néant	Néant	Néant
Date d'enregistrement	13 juillet 2012	18 juillet 2012	19 novembre 2012	22 octobre 2012
Délai d'exécution	15 jours à compter de la date de notification du bon de commande	1 mois à compter de l'approbation du contrat	15 jours à compter de la date de notification du bon de commande	15 jours à compter de la date de notification du bon de commande
Fournisseurs consultés	03 : GIE LANDO ; GLOBUS SARL ; GIE KEUR GAWANE	03 : ETS KEUR YAYE AMINA ; GIE KHADIM RASSOUL ; ENTREPRISE PRESTA 2000	05 : Macha Allah Business Center; Penda Fall Services (Import/Export); Afric Impact; GIE C.E.R.B Multiservices; POT 5 Port Général Trading	Six (06) consultés d'après le PV d'évaluation et d'attribution
Nombre d'offres reçues	Trois(03) offres : GIE Lando ; Globus Sarl ; GIE Keur Gawane	Trois(03) offres : ETS Keur Yaye Amina ; GIE Khadim Rassoul ; Entreprise Presta 2000	Cinq (05) offres : Macha Allah Business Center; Penda Fall Services (Import/Export); Afric Impact; GIE C.E.R.B Multiservices; POT 5	Une (01) offre : Rassoul Print

			Port Général Trading	
Attributaires	GIE KEUR GAWANE	GIE KHADIM RASSOUL	MACHA ALLAH BUSINESS CENTER	RASSOUL PRINT
Montant du marché en F CFA TTC	4 012 000	4 201 788	10 496 690	7 275 000
Non conformités	<p>OBSERVATIONS COMMUNES AUX DRP N° 7 et N° 8.</p> <p>La notification de l'attribution des marchés et l'information des candidats non retenus (21 juin 2012) ont été faites respectivement treize jours et huit jours après la souscription (08 juin 2012) et l'approbation du marché (15 juin 2012), ce qui n'est pas conforme au CMP car les droits de recours des candidats commencent à courir à compter de la date de notification.</p> <p>La lettre de convocation des membres de la commission restreinte a été établie le 8 juin 2012 et cette date coïncide au jour même de la souscription du contrat. Ce qui signifierait que la souscription du marché a eu lieu bien avant l'ouverture, l'évaluation et l'attribution du marché.</p> <p>Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne comportent ni la dénomination sociale de l'attributaire ni le montant auquel le marché a été attribué. Ces informations doivent être consignées dans les lettres d'information de même que les motifs du rejet des offres.</p> <p>L'Hôpital demande dans les lettres de notification d'attribution aux attributaires des marchés de se munir des pièces administratives (Attestations de l'IPRES, de la CSS et quitus fiscal). Nous rappelons qu'aux termes de l'article 44 du CMP, ces pièces devaient être requises à l'entame de la procédure car constituant des critères de recevabilité.</p> <p>Le suivi de la transmission des pièces administratives qui étaient supposées être fournies par le prestataire du marché n'a pas été formalisé.</p> <p>DRP N° 7 ACQUISITION DE POUBELLES POUR DECHETS MEDICAUX ATTRIBUEE A GIE KEUR GAWANE POUR 4 012 000 F CFA</p> <p>En l'absence du cahier des charges, le contrat nous décrit les types de poubelles que le prestataire a proposées. Cependant, le procès verbal d'évaluation des offres ne fait aucune comparaison entre les propositions des soumissionnaires, le critère prix ayant manifestement été déterminant dans le choix de l'attributaire du marché.</p>			

	<p>Aucune des factures pro forma n'est datée. La facture pro forma du fournisseur « GIE KEUR GAWANE » ne comporte ni un numéro de NINEA ni un numéro du registre de commerce alors que le procès-verbal d'attribution mentionne qu'il dispose du registre de commerce et du NINEA.</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne portent pas les décharges des destinataires de même que la lettre de notification de l'attributaire. Un seul paraphe figure sur toutes les offres alors que tous les membres de la commission devaient parapher sur les offres.</p> <p>Dans le contrat, l'engagement du gérant s'établit comme suit : vingt (20) poubelles à pédale inox de 12 litres, vingt cinq (25) de 20 litres ; vingt cinq (25) poubelles sans roues de 100 litres ; vingt (20) poubelles avec roues de 120 litres alors que toutes les offres des candidats avaient coté en plus de ces fournitures citées ci-dessus sur leurs factures quinze (15) poubelles avec roues de 240 litres. Le montant du contrat correspond au montant attribué et au montant de l'offre qui comprenait l'acquisition de ces quinze poubelles donc à moins que cela ne constitue une omission de la part des parties contractantes, aucune raison ne justifie la non inscription de ces prestations dans le contrat.</p> <p>DRP N° 8 ACHEVEMENT D'UN LOCAL D'INCINERATEUR ET D'UN Puits POUR CENDRE ATTRIBUE AU GIE KHADIM RASSOUL POUR 4 201 788 F CFA</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus et la lettre de notification de l'attribution ne sont pas déchargées. Un seul paraphe figure sur toutes les offres alors que tous les membres de la commission devaient parapher sur les offres.</p> <p>Le cahier des charges n'a pas été joint au dossier. S'agissant de travaux, l'évaluation des offres nous semble avoir été faite sur la base de l'offre la moins disante alors qu'il était plus indiqué d'effectuer une évaluation en bonne et due forme en procédant à la conformité des spécifications techniques supposées être décrites dans le cahier des charges en fonction de la nature des prestations.</p> <p>DRP N° 9 FOURNITURES DE BUREAU, CONSOMMABLES INFORMATIQUES ATTRIBUEE A MACHA ALLAH BUSINESS CENTER POUR 10 496 690 F CFA</p> <p>Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier.</p> <p>La vérification de l'exhaustivité ou non et la comparaison des offres proposées par les soumissionnaires n'a pas été</p>
--	---

	<p>matérialisée dans le procès verbal d'évaluation. A l'examen des offres, nous notons que les offres n'étaient pas exhaustives donc si l'évaluation avait été menée dans les normes, les offres auraient du être déclarées non exhaustives, par conséquent non conformes et la procédure reprise.</p> <p>La notification d'attribution du marché (11 septembre 2012) a été faite huit jours après la souscription et l'approbation du marché (03 septembre 2012), ce qui n'est pas conforme au CMP car les droits de recours des candidats commencent à courir à compter de la date de notification. De plus, cela signifie que la souscription du marché a eu lieu le jour même de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution du marché.</p> <p>L'examen des offres nous a permis de constater que les factures pro forma produites par les soumissionnaires présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion. En effet, le bordereau quantitatif joint au dossier et qui a du être annexé au cahier des charges s'il existe car ne nous ayant pas été transmis, présente un nombre de soixante articles requis alors que les offres de tous les soumissionnaires comportent trente trois articles identiques. S'y ajoute que les quantités proposées par ces soumissionnaires sont toutes les mêmes sur tous les articles et sont différentes de celles qui avaient été requises par l'Hôpital. Les mêmes fautes sont commises sur les articles « Registres quadrillé », « tempon », « Marker », rappelons que ces fautes n'avait pas été faites sur le bordereau quantitatif transmis par l'autorité contractante.</p> <p>De plus, les sociétés Port Orbit Général Trading et Macha Allah Business Center présentent sur leurs factures le même numéro de fax (33 221 826 97 25). Tous ces signes nous confortent dans le constat qu'il y a une collusion entre ces fournisseurs en violation du principe de transparence dans la passation des marchés.</p> <p>Le suivi de la transmission des pièces administratives qui étaient supposées être fournies par le prestataire du marché n'a pas été formalisé.</p> <p>Nous notons un fractionnement des DRP 9 et 10 relatives respectivement à l'achat de fournitures de bureau, consommables informatiques pour un montant de 10 496 690 F CFA et l'achat d'imprimés pour 7 275 000 F CFA en violation de l'article 54-5 du CMP. Le cumul de ces deux DRP fait un total de 17 771 690 F CFA qui dépasse le seuil de passation des DRP, un appel d'offres aurait du être organisé pour élargir la publicité, puisqu'il s'agit de la même nature de fournitures, d'ailleurs, rappelons que la DRP portant achat d'imprimés n'a reçu qu'une seule offre et éviter le fractionnement de marchés qui ne constitue pas un avantage économique pour l'autorité contractante.</p>
--	--

	<p>DRP N° 10 ACHAT D'IMPRIMES ATTRIBUE RASSOUL PRINT POUR 7 275 000 F CFA</p> <p>La vérification de l'exhaustivité ou non et la comparaison de l'offre proposée par les soumissionnaires n'a pas été matérialisée dans le procès verbal d'évaluation. Le cahier des charges n'a pas été joint au dossier pour nous assurer de l'exhaustivité ou non de l'offre proposée par Rassoul Print.</p> <p>La notification d'attribution du marché (12 septembre 2012) a été faite neuf jours après la souscription et l'approbation du marché (03 septembre 2012), ce qui n'est pas conforme au CMP car les droits de recours des candidats commencent à courir à compter de la date de notification. De plus, cela signifie que la souscription du marché a eu lieu le jour même de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution du marché.</p> <p>Le suivi de la transmission des pièces administratives qui étaient supposées être fournies par le prestataire du marché n'a pas été formalisé.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP.</p> <p>Faire la distinction entre les dates de notification d'attribution et de notification du marché.</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux en bonne et due forme distincts pour chaque étape de la procédure de passation des marchés (ouverture des plis, évaluation et attribution).</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.</p> <p>Veiller au respect de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Veiller à l'harmonisation et à la cohérence des informations consignées dans les documents de passation des marchés.</p>

	<p>Eviter le fractionnement des marchés conformément à l'article 54-5 du CMP.</p> <p>Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en utilisant le modèle type et en procédant à l'examen préliminaire (vérification de l'exhaustivité, de la recevabilité et de la conformité pour l'essentiel des offres) et détaillé (contrôle des spécifications techniques proposées si conformes au cahier des charges) des offres.</p> <p>Veiller au suivi formalisé de la régularisation des pièces administratives.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pas de réponse.
Appréciation du Consultant	Nous maintenons nos observations.

DRP 11 FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES EN SIX (06) LOTS						
Nature	Lot 1 : Denrées alimentaires stockables	Lot 2 : Viande de bœuf et poulets	Lot 3: Poissons	Lot 4: Pain	Lot 5 : Gaz	Lot 6 : Denrées périssables
Date d'ouverture des plis	04 Septembre 2012					
Date d'attribution	04 Septembre 2012					
Notification d'attribution	11 Septembre 2012					
Date de souscription	04 septembre 2012					
Date d'approbation	04 septembre 2012					
Date d'enregistrement	09 octobre 2012	04 octobre 2012	-	04 octobre 2012	-	-
Délai d'exécution	3 mois (Octobre à Décembre 2012) 15 jours à compter de la notification du bon de commande					
Nombre d'offres reçues	Ets Cheikh Diop	Ets Lena Ndoye	Ets Ibrahima Dieye	Ets Léna Ndoye	Pas de soumissionnaires	Ets Cheikh Diop - Ets Ibrahima Diagne - Ets Léna Ndoye

Attributaires	Ets Cheikh Diop	Ets Lena Ndoye	Ets Ibrahima Dieye	Ets Léna Ndoye	Pas de soumissionnaires	Ets Cheikh Diop
Montant du marché en F CFA	8 469 550	5 139 000	1 238 200	634 500	-	1 113 500
Non conformités	<p>Les lettres d’invitation n’ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Un seul document fait office à la fois, de PV d’ouverture des plis, d’évaluation et d’attribution, alors qu’il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure ;</p> <p>La commission des marchés n’est pas conforme car, le SAF ne peut pas en être le président. En ce qui concerne Mme DIEYNABA DIALLO, Contrôleur de gestion, aux termes de l’article 4 de l’arrêté 12 786 du 26 décembre 2012 pris en application de l’article 36 du CMP, les membres de la CM et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la Cellule de Passation des Marchés de l’autorité contractante. En outre, Monsieur OMAR DIAW est le suppléant de Monsieur MOMAR DIAW, or, ils ont siégé en même temps ;</p> <p>L’ouverture des plis a eu lieu le 04 Septembre 2012, mais, le PV est daté du 13 Septembre 2012, en violation de l’article 67.4 in fine du CMP qui dispose que le PV doit être établi dès la fin des travaux ;</p> <p>La commission ne fait aucune formalisation des pièces administratives, en violation des articles 43 et 44 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir, pour prendre part au marché ;</p> <p>La commission des marchés n’a pas procédé à l’attribution du lot 4 « pain » et c’est le contrat qui nous renseigne sur son attribution aux ETS LENA NDOYE ;</p> <p>Le PV d’attribution ne mentionne pas les montants auxquels les marchés ont été attribués ;</p> <p>Les lettres d’information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, pour le lot 6 ne figurent pas dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l’achèvement de la procédure de passation au regard de l’exigence de transparence, mais aussi en ce qu’elle permet aux candidats d’exercer leur droit de</p>					

	<p>recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Aucun document d'exécution et de règlement du marché (bon de commande, bordereau de livraison, factures, PV de réception et copies chèques) n'a été classé dans le dossier ;</p> <p>Il ressort de la copie du contrat du lot 3 « poisson » que le marché n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI ;</p> <p>Le contrat du lot 6 « denrées périssables » n'a pas été classé dans le dossier, ce contrat a été déclaré indisponible par l'AC ;</p> <p>Le marché a été passé au-delà du seuil de passation des marchés Publics, en violation de l'article 53 du CMP ;</p> <p>Le papier en –tête support de l'offre des ETS LENA NDOYE ne mentionne pas sa dénomination sociale.</p> <p>Au regard du cumul des montants des différents lots (16 594 750 F CFA TTC), le marché « fourniture de denrées alimentaires » a été passé au-delà du seuil de passation des DRP, en violation de l'article 53 du CMP. Il convient de préciser sur ce point que, le seuil de passation des marchés et subséquemment le mode de passation approprié sont appréciés au regard de la valeur cumulée des lots constitutifs de l'appel à la concurrence et non par rapport à la valeur individuelle des lots. L'autorité contractante aurait dû lancer un appel d'appel d'offres, d'autant plus que le lot 5 « gaz butane » n'a pas été attribué, faute de soumissionnaire.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 36 sur la composition de la commission des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des articles 44 et 45 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir, pour prendre part au marché ;</p> <p>Etablir des PV distincts à chaque étape de la procédure ;</p>

	<p>Se conformer à l'article 53 du CMP sur le seuil de passation des DRP ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 67.4 du CMP sur l'établissement du PV d'ouverture des plis séance tenante ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Monsieur Omar DIAW, suppléant de Monsieur Momar DIAW n'a pas siégé en même temps que Monsieur Momar DIAW, mais c'est plutôt Monsieur Omar SALL, chef de la cuisine, membre qualifié qui a siégé.
Appréciation du Consultant	<p>Monsieur OMAR DIAW et Monsieur MOMAR DIAW ont siégé en même temps, alors que l'un est le suppléant de l'autre. Et nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur tous ces points, nous maintenons nos observations.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Directeur
du Centre Hospitalier Régional de Thiès
(CHRT)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012


Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'expression de notre parfaite considération.




Ibra Guèye
Directeur-Associé
Audit System Consulting Group
Boulevard du Docteur Faye/E
41 72 - Fax 332 41 73
8 - Dakar
E-mail : bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

F.;